



## Développement durable et territoires

Économie, géographie, politique, droit, sociologie

Vol. 3, n° 3 | Décembre 2012

Varia

---

Belaïdi Nadia (eds), *Eau et sociétés : enjeux de valeurs*, Bruylant, Bruxelles, 2012.

Bernard Drobenko

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9488>

ISSN : 1772-9971

### Éditeur

Association DD&T

### Référence électronique

Bernard Drobenko, « Belaïdi Nadia (eds), *Eau et sociétés : enjeux de valeurs*, Bruylant, Bruxelles, 2012. », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 3, n° 3 | Décembre 2012, mis en ligne le 06 décembre 2012, consulté le 06 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/9488>

---

Ce document a été généré automatiquement le 6 mai 2019.



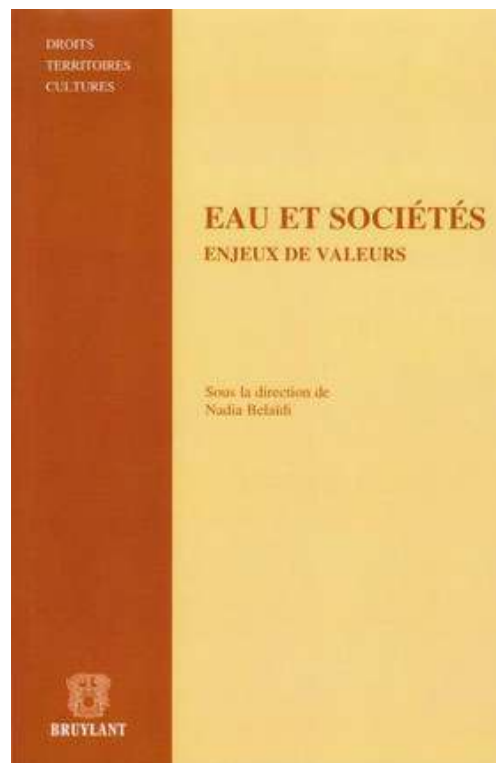
*Développement Durable et Territoires* est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

---

*Belaïdi Nadia (eds), Eau et sociétés :  
enjeux de valeurs, Bruylant, Bruxelles,  
2012.*

Bernard Drobenko

---



- <sup>1</sup> L'ouvrage coordonné par Nadia Belaïdi, elle-même contributrice, nous présente une approche de l'eau dans sa fonction fondamentale de source de vie au sens biologique et social. Sous le regard des sciences humaines, les réflexions s'inscrivent dans une double perspective, sa place dans l'environnement en général et les rapports homme-nature

- 2 Les propos introductifs développés nous invitent à un ensemble de réflexions qui situent les enjeux de la recherche des valeurs sociales de l'eau, ce en trois séquences. La première, avec M. Petrella, nous invite à un exercice de démystification au regard de l'approche marchandisée de l'eau telle que développée depuis les années quatre vingt dix. Les arguments avancés démontrent les subtilités utilisées pour parvenir à ces fins, l'intérêt du citoyen pour ces questions constituant un levier majeur pour infléchir des orientations. La deuxième, proposée par N. Belaïdi, situe la complexité de l'eau elle-même tant au regard de la vie des écosystèmes que des usages dont la satisfaction des besoins fondamentaux constitue l'un des enjeux. La valeur sociale de l'eau apparaît ainsi de manière caractérisée, à la fois comme revendication et comme interpellation quant au modèle de développement dominant. Le triptyque introductif s'achève avec quelques lignes du Pr Deguerge, qui évoque les diverses approches juridiques de l'eau - statut, régime juridique, polices - et s'achève par ce qui peut apparaître comme les justifications d'une reconnaissance du droit à l'eau.
- 3 L'ouvrage est construit autour de deux axes majeurs, les valeurs sociales en jeu, où le droit paraît à l'épreuve de la protection de l'eau, puis la définition de valeurs sociales conduisant à repenser le monde par le milieu de vie.
- 4 La première partie interpelle la science juridique. Le droit européen est présenté dans un schéma de solidarité contrariée des usages : un intérêt particulier de l'ouvrage au regard du droit international de l'eau et de son positionnement au regard des valeurs de l'eau. Avec des arguments tout à fait pertinents, V. Richard démontre à la fois l'ambiguïté et les faiblesses de ce niveau d'intervention au regard des valeurs sociales, mais décrit un droit particulièrement protecteur de la valeur économique, confirmant en ce sens l'analyse de M. Petrella. Notons à cet égard que la seule convention universelle en la matière (New-York, 1997), n'est toujours pas entrée en vigueur faute de suffisamment de ratifications : les faiblesses sont bien aussi politiques. Le droit international de l'eau répond-il aux attentes et aux besoins des peuples ? Le Pr Paquerot s'attache à le démontrer. Rappelant les faiblesses du droit international de l'eau, l'auteur interpelle la fonction du droit dans une société de marché, avant de démontrer en quoi la valeur « dignité des peuples » permet de conduire à une autre économie de l'eau, confortée par un droit émergent répondant aux aspirations des peuples. A cet égard, le droit coutumier offre-t-il des voies de salut ? En se référant au droit coutumier africain, M. Ramazzoti démontre que les valeurs sous-jacentes à l'approche coutumière sont bien à la fois traditionnelles et modernes. Cependant la tradition de solidarité assise sur un système de protection sociale de la communauté se heurte aux exigences de la marchandisation de l'eau et des systèmes industrialisés de production (et de consommation). Dans le même temps le schéma traditionnel, essentiellement rural, se heurte au fait urbain de masse et de précarité, qui plus est dans un contexte de complexité mais aussi de corruption. Dans ce contexte, la reconnaissance des droits des peuples autochtones ne semble pas suffire pour satisfaire les besoins fondamentaux des populations concernées
- 5 La deuxième partie s'attache à répondre au défi posé par la définition des valeurs reposant sur un mode de penser le monde par le milieu de vie. De ce point de vue les cascades de Gimel apparaissent avec M. Haghe comme l'exemple type d'un milieu aux fonctions naturelles, culturelles, esthétiques et sociales. L'auteur s'attache à faire émerger la valeur des valeurs qui s'y attache : le respect. Avec la perspective d'un droit à l'eau analysé dans le contexte brésilien, le Pr Caubet nous invite à partager un contexte historique témoin d'évolutions significatives. Avec lucidité il démontre les divers aspects

d'une crise où l'eau occupe une place stratégique. Au fond, en écho aux propos de Petrella, il démontre que la réalisation du droit à l'eau peut être le résultat de l'action contentieuse conduite par les citoyens eux-mêmes, souvent réunis en comité. Ainsi ils peuvent agir auprès d'un Tribunal de l'eau. L'exemple du Tribunal Centraméricain de l'eau développé par l'auteur démontre la portée effective de ce processus. Le propos permet de caractériser les enjeux inhérents au statut de l'eau et à la marchandisation croissante, et montre que l'urgence de l'intervention politique peut permettre des évolutions.

- 6 A cet égard, la science politique peut-elle constituer un recours ? Les développements de M. Fritz nous invitent à penser l'eau dans ses environnements à partir d'un double constat : si l'eau circule dans la nature, elle circule aussi dans les sociétés humaines, mais nos sociétés sont encore en incapacité d'intégrer les cycles de la nature, encore moins celui de l'eau. Dès lors l'intervention politique est confrontée au défi de la survie dont l'eau serait la matrice. L'urgence impose d'agir en raison des inégalités croissantes dans les usages et les répartitions de l'eau, tant aux plans des sociétés et des Etats qu'au niveau international. Cette urgence est d'autant plus caractérisée que les problèmes sont démultipliés par le changement climatique. Oui, la question de l'eau nous invite à penser autrement, dans une perspective moins anthropocentrique que durable pour la nature dont nous dépendons, puisque comme le souligne l'auteur « il ne faut pas vivre du monde mais dans le monde ». Cette conclusion annonce le dernier propos du Pr Fritz qui vise à reconsidérer ces liens, fondés sur un questionnement éthique, sous l'angle de la justice environnementale. L'auteur démontre que si effectivement la justice environnementale se développe pour réprimer les atteintes au milieu, elle conduit in fine à une certaine remise en cause de l'ordre social contemporain, local mais aussi international, tant les activités prédatrices des milieux sont développées par des acteurs planétaires dans toutes les zones possibles d'exploitation, souvent au mépris des cultures et pratiques traditionnelles locales. Les inégalités et l'injustice environnementale apparaissent souvent comme le ferment de l'action. Le défi proposé est de tendre vers une justice environnementale porteuse de nouvelles solidarités. Les sciences contemporaines, dans le domaine de l'eau, sont interpellées dans leurs rapports au politique et aux sociétés. La difficulté majeure apparaît avec une certaine incapacité à situer ces développements scientifiques dans la réalité globale, celle de l'eau en l'espèce. Ces considérations invitent l'auteur à proposer un nouveau positionnement éthique justifié par une justice environnementale renvoyant à un système de valeurs. Le développement de l'individualisme et ses conséquences constitue un frein à la reconnaissance et au respect des valeurs de solidarité, d'égalité, de dignité en particulier. Se référant au Manifeste de l'eau (1998) et à la déclaration de Cochabamba, l'auteur démontre les évolutions engendrées, y compris sur les conceptions juridiques que porte la justice environnementale. Ces novations, tant en termes de valeurs que de démarche scientifique, pourraient constituer les leviers d'un nouvel ordre public écologique.
- 7 Ces diverses approches révèlent le rôle fondamental de l'eau dans les sociétés contemporaines. Le questionnement relatif aux valeurs est récurrent, même si les valeurs spirituelles semblent contenues aux sphères traditionnelles (Afrique Amérique du Sud). *L'ouvrage Eau et sociétés-enjeu de valeurs* mérite assurément un détour, il apporte autant qu'il interpelle, il suscite et dresse des perspectives encourageantes.

---

## AUTEUR

### **BERNARD DROBENKO**

Bernard Drobenko est Professeur de Droit Public à l'Université du Littoral Côte d'Opale. Ses travaux portent sur le droit public, le droit de l'environnement, les droits fondamentaux, le droit de l'urbanisme, l'eau, les risques naturels, l'environnement littoral et marin et les établissements humains.